



La lettre de la sénatrice

Jeudi 9 mars 2023
Lettre d'information bimensuelle n°42

Mesdames, Messieurs, Chers (ères) collègues,

Jeudi 2 mars, sur fond d'une inflation galopante, de précarité dans le travail et dans la vie quotidienne pour nombre de nos concitoyennes et concitoyens, s'est ouvert le débat sur le projet de réforme des retraites. Un débat écourté par la droite sénatoriale qui a déclenché l'article 38 du règlement du Sénat pour réduire les discussions sur l'article 7.

Non voté par l'Assemblée nationale, ce projet de loi visant à décaler l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans, a déclenché une forte opposition des françaises et des français, sous l'égide d'un mouvement syndical unitaire.

La procédure dont a usé le Gouvernement, qui n'est autre qu'un 49.3 déguisé limitant à 50 jours le temps du débat parlementaire, a muselé le Parlement. Pire, si ce texte venait à ne pas être voté par les deux assemblées, il pourrait être promulgué par ordonnance, ce qui constituerait un vrai déni de démocratie.

Plus localement, je me réjouis de la décision du Ministre de l'Agriculture d'avoir consenti à débloquer un fonds d'urgence supplémentaire pour venir en aide aux agriculteurs du Ribéracois, sinistrés par la grêle de juin. Vous trouverez plus loin, mon interpellation dans l'hémicycle.

Je reste à votre disposition et vous souhaite une bonne lecture.

Bien cordialement,

Marie-Claude VARAILLAS



Réforme des retraites : les grandes perdantes de la réforme, ce sont les femmes

Le 8 mars, les grandes perdantes de la réforme, ce sont les femmes.

La réalité du monde du travail pour les femmes, c'est :

- Un salaire inférieur de 22% à celui des hommes ;
- Tous les jours, à partir de 15h40, un travail qui n'est plus rémunéré ;
- Des pensions de retraite inférieures de 40% par rapport à celles des hommes ;
- Une surreprésentation dans les métiers pénibles, sous-payés et précarisés.

Alors que les femmes subissent de nombreuses inégalités, le Gouvernement Borne voudrait aujourd'hui qu'elles travaillent jusqu'à 67 ans.

Concrètement, le recul de l'âge de la retraite à 64 ans va défavoriser les

120 000 mères qui pourraient partir aujourd'hui à la retraite. De son côté la droite sénatoriale propose une surcôte de 5% pour les mères de famille qui auraient atteint à la fois une carrière complète et l'âge légal, coût estimé à 300 millions.

On est loin du compte pour une réelle égalité !

Là encore, il existe une autre alternative que celle de cibler les travailleuses et travailleurs pour réduire le déficit de l'Etat : l'égalité salariale et professionnelle. Cette simple mesure de justice comblerait le déficit invoqué par le gouvernement pour mener sa réforme des retraites.

Le 8 mars, comme le reste de l'année, nous avons porté la voix des femmes.

[Cliquez ici pour retrouver mon intervention](#)



Orage de grêle dans le Ribéracois : j'invite Monsieur le ministre à réviser les indemnisations

8 mois après la tempête de grêle exceptionnelle et dévastatrice ayant durement frappé les agriculteurs, les entreprises, les collectivités et les habitants, j'interpellais le Gouvernement sur le désarroi du ribéracois, lors de la séance de questions orales du jeudi 9 février.

Après avoir rappelé qu'à ce jour les aides débloquées par l'Etat sont très en dessous des dégâts occasionnés, j'ai convié le Ministre de l'Agriculture à venir sur place constater les conséquences pour les exploitants agricoles afin de revoir le niveau des indemnisations consenties à ce jour.

À ma grande satisfaction, j'ai appris récemment que Monsieur le ministre a décidé d'abonder le fonds d'urgence d'1,8 million d'euros pour nos agriculteurs.

En complément de cette enveloppe exceptionnelle, s'ajoute un dégrèvement de 50% de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les prairies des communes les plus sinistrées et le dégrèvement de la totalité de la cotisation de cette taxe pour environ 200 exploitants particulièrement sinistrés.

[Cliquez ici pour retrouver mon intervention auprès du ministre](#)



Carte scolaire: mon groupe demande un moratoire sur les fermetures de classes

Fin janvier, les parents, élèves et enseignants ont découvert une carte scolaire actant à peu près 1 000 suppressions de postes en primaire, et 500 dans le secondaire, à l'échelle nationale.

La Dordogne n'est pas épargnée par les fermetures de classes. Je suis intervenue à plusieurs reprises auprès de Madame la directrice académique afin de relayer l'inquiétude des maires quant aux menaces de fermeture de classes.

Alors que les élus locaux dégagent un budget conséquent et multiplient les projets structurants pour préserver l'école de la République au cœur de leur commune, nous ne pouvons pas accepter l'approche purement comptable imposée par le Gouvernement.

Nous ne voulons pas de déserts éducatifs. C'est pourquoi, avec le groupe communiste du Sénat, **nous demandons la mise en place de moratoires afin que les élus locaux soient mieux associés dans l'élaboration de la carte scolaire !**

J'interroge le Gouvernement

Aides gouvernementales pour les boulangers

[À lire ici](#)

Lutte contre la fracture numérique et accessibilité des services publics

[À lire ici](#)

Moyens dédiés à l'enseignement de l'Occitan-langue d'oc

[À lire ici](#)

Avenir de la filière pomme

[À lire ici](#)

Déplacements en circonscription



Communauté de communes Terrassonnais Haut Périgord Noir

J'étais en visite dans le Terrassonnais avec mon collègue Serge Mérillou, à l'invitation de Dominique Bousquet, le président, et des élus communautaires afin d'évoquer les problématiques ainsi que les projets des éleveurs après les épisodes répétés de grippe aviaire.

Nous avons été accueillis par la famille Catinel, au Couvoir de la Houille Verte, dernier couvoir de canetons de Dordogne et l'un des premiers couvoirs touchés par l'influenza en 2022, où les éleveurs prônent la résistance naturelle des canetons pour faire face à la grippe aviaire.

Puis nous nous sommes rendus à l'exploitation de Didier Clerjoux, maire d'Ajat, qui a développé une exploitation en autarcie où il élève, avec 4 salariés, des canards et des oies,

cultive des légumes et vend en circuit-court le fruit de son travail. Avec la multiplication des épisodes de grippe aviaire et les coûts induits par les différents dispositifs sanitaires, Monsieur Clerjoux a également développé des gîtes pour compenser la perte d'activité.

Pour clôturer cette journée, nous nous sommes retrouvés avec les élus à la mairie de Thenon pour échanger autour de leurs projets et répondre autant que faire se peut à leurs questions et préoccupations qu'il nous appartient de relayer.



Journée Eau et Agriculture

Le 10 février, la Chambre d'agriculture Dordogne avec l'Association Départementale d'Hydraulique Agricole Dordogne (ADHA 24), l'Association des Irrigants de Dordogne et l'Organisme Unique de Gestion Collective (OUGC), organisait une journée autour de l'eau et des changements climatiques.

Serge Zaka, docteur en agro-climatologie, a abordé plus particulièrement la problématique de la souveraineté alimentaire face à ces changements extrêmes que nous vivons.

La sécheresse pousse les agriculteurs, inégaux face à la ressource en eau, à modifier leurs pratiques ; cette sécheresse doit aussi nous interpeller quant à notre modèle agricole, au choix des cultures, mais aussi à la priorisation des usages de l'eau. Nous devons être capables d'assurer de l'eau potable à chaque citoyen tout en préservant les besoins hydriques de celles et ceux qui nous nourrissent au quotidien.

De riches échanges et des pistes énoncées pour une urgence qui est déjà là !



La Poste : rendez-vous avec le directeur régional et la déléguée territoriale

À la suite de ma question d'actualité au gouvernement sur la suppression du timbre rouge, j'ai reçu à leur demande, Monsieur Jacques LEMAIRE, Directeur régional, et Madame Adeline SEVEAU, déléguée territoriale Dordogne Charente, qui ont souhaité évoquer avec moi les missions et actions du groupe La Poste ainsi que le nouveau contrat de présence

postale 2023-25.

Ce contrat promet notamment l'ouverture de

1 000 bureaux de poste le samedi ou le jour du marché, la limitation des fermetures journalières inopinées des bureaux de poste et conserve le droit de véto du maire lors de la transformation d'un bureau de poste en agence postale communale ou en relais poste chez un commerçant.

J'ai profité de cet échange pour réitérer mon attachement au service public national universel de la poste sur tout le territoire.

Commémoration des rafles de février 1943

Le 26 février, j'ai participé, devant le Gymnase Sécrestat à Périgueux, à l'émouvante cérémonie en hommage aux 75 juifs réfugiés en Dordogne qui ont été déportés à la suite de trois rafles orchestrées par le Régime de Vichy en 1943.

80 ans après, nous n'oublions pas.



Salon de l'agriculture

Présente au salon de l'agriculture, je suis passée au stand du Conseil départemental de la Dordogne et à la boutique des producteurs de l'Agora des Champs.

J'ai ensuite rencontré Gilles Gauthier, président d'Interbev Veaux pour échanger sur l'organisation de la production de viande en France.

Installation, foncier, gestion des risques climatiques et hausse des coûts de production sont au coeur des préoccupations afin de garantir la souveraineté alimentaire de notre pays.



Meeting unitaire des forces de gauche

Je suis intervenue le 3 mars dernier au meeting unitaire contre la réforme des retraites. Ce fut l'occasion de revenir sur l'avancement des discussions en cours au Sénat, de développer d'autres pistes pour une réforme socialement plus juste et, enfin, d'échanger avec les périgourdins venus nombreux.

Actu Sénat

Rénovation énergétique : ouvrir le Tiers financement à l'État, à ses établissements publics et aux collectivités territoriales

Cette proposition de loi vise à

Rénovation énergétique



accompagner la rénovation énergétique des bâtiments publics via la modification du régime juridique des marchés globaux de performance, et donc de la commande publique.

L'objectif est d'expérimenter pendant 5 ans, la mise en place d'un tiers-financement pour le reste charge des collectivités territoriales dans le cadre des projets de rénovation énergétique. **Cet outil ouvre donc la possibilité d'un paiement différé et permettrait la réalisation d'investissements en parallèle, en particulier pour les communes rurales.**

Cependant, les économies d'énergie espérées ainsi que l'impact environnemental réel ne semblent être mesurés, laissant les collectivités sans visibilité et sans sécurité vis-à-vis de leur dette.

[Lire la suite](#)



Mise en œuvre de l'objectif zéro artificialisation : auditions des parties prenantes avant l'examen en séance publique le 14 mars

Face à des difficultés d'application récurrentes auxquelles sont confrontées les collectivités, le Sénat s'est saisi de la problématique de l'artificialisation des sols.

Le texte prévoit des assouplissements prenant notamment la forme :

- de l'octroi d'une « surface minimale de développement communal » ;
- d'une meilleure prise en compte des efforts passés en matière de réduction de l'artificialisation ;
- de la comptabilisation au sein d'une enveloppe nationale des projets d'envergure nationale ;
- de la mise en place d'un calendrier réaliste desserré d'un an pour la mise en conformité des différents documents d'urbanisme.

[Lire la suite](#)



Sécuriser l'approvisionnement des Français en produits de grande distribution

En moins d'un an, l'inflation alimentaire a atteint 14,5% sur le panier de courses, un record depuis 1980. Le monde agricole enchaîne les crises, ce qui se répercute sur les agriculteurs, producteurs et consommateurs, qui sont au bout de la chaîne.

Le sénat examinait une proposition de loi visant à sécuriser l'approvisionnement des Français en produits de grande distribution par l'instauration d'un nouveau dispositif

afin de mieux protéger les matières premières agricoles des produits vendus sous marque de distributeur et pour, in fine, améliorer la rémunération des producteurs agricoles.

Mon groupe parlementaire s'est abstenu car il n'est pas prévu que cet outil soit conditionné à une obligation de résultat et de transparence des marges prouvant qu'elles sont effectivement reversées aux producteurs.

Agriculteurs et producteurs doivent être protégés par des prix planchers, dont le socle est basé sur le coût de production ainsi que sur un pourcentage de marge qui garantirait une rémunération minimale.

[Lire la suite](#)

Dernières propositions de loi et de résolution du groupe CRCE:

- **Proposition de loi** visant à la prolongation des tarifs réglementés de vente du gaz et à leur extension : [lire ici](#)

[Lire l'intégralité des propositions de loi 2022/2023 du groupe](#)

Marie-Claude Varailles
Espace Aragon
1 Pl. du 08 Mai 1945
24000 Périgueux
mc.varailles@senat.fr
06-33-36-06-85



Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}
Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur Marie-Claude Varailles.

[Se désinscrire](#)

